d'Etat sont devenues depuis le *New Deal* le principal instrument.

C'est en effet l'Etat, se confondant de plus en plus avec les quelques groupes des grands monopoleurs, qui s'efforce d'équilibrer le développement économique et d'empêcher la dépression.

Les *dépenses militaires combinées à l'aide à l'extérieur*, dépassent de très loin l'ensemble des exportations américaines et du revenu des investissements à l'étranger (7). C'est dire que l'action économique de l'Etat financée par son propre budget est infiniment plus importante pour l'équilibre de l'économie américaine prise comme un tout, que l'écoulement normal de ses marchandises et capitaux à l'étranger. Ceci est une caractéristique unique de l'impérialisme américain, qui s'explique par les conditions concrètes actuelles dans lesquelles historiquement cet impérialisme, arrivé au sommet de sa puissance, est contraint d'opérer.

Des conséquences rigides et inquiétantes découlent de cet état de choses : la place de plus en plus importante qu'occupe l'action de l'Etat dans le fonctionnement de l'économie américaine, et l'aspect *militaire* et *d'assistance à l'étranger* que revêt cette action économique de l'Etat l'implique dans une politique de guerre et d'ingérence accrue dans les affaires internationales. A son tour ce comportement politique devient cause de nouveaux développements de l'infrastructure économique. Jamais la formule de Lénine « la politique c'est de l'économie concentrée » n'a été plus valable que pour le cas de l'impérialisme américain et de son Etat.

Sa façon de servir l'économie monopoleuse des Etats-Unis menacée d'étouffement dans ses frontières nationales normales, c'est de déverser une partie accrue de ses forces dans des secteurs (économie d'armements, aide à l'étranger) qui, du coup, l'entraînent dans le domaine de la politique internationale agressive. C'est l'image de l'apogée de la phase parasitaire, décadente et destructive de l'impérialisme. Les incidences sur le capitalisme européen étaient inéluctables et lui seront même fatales.

Sur le plan des échanges commerciaux nous avons vu que la structure également hautement industrielle aussi bien des U.S.A. que de l'Europe occidentale, et d'autre part la prépondérance écrasante des U.S.A. dans ce domaine, font que le capitalisme européen, divisé, irrationnellement organisé, est incapable dans les conditions actuelles d'équilibrer ces échanges.

D'autre part, toute aide que les U.S.A. accordent aux pays étrangers évolue fatalement avec l'ensemble de la politique de cet Etat, vers une aide de caractère *politique et militaire*.

C'est le cas du Plan Marshall ayant été absorbé par les buts militaires du Pacte Atlantique. Et c'est encore le cas de l'« Armée Européenne » dirigée par le Pentagone.

Ainsi, aussi bien par le jeu des échanges que par l'évolution du caractère de l'assistance que l'Etat américain accorde aux pays étrangers, le capitalisme européen ne peut pas se dégager de sa dépendance envers les U.S.A. et se trouve pris dans le même engrenage fatal que l'impérialisme de ce pays : la préparation à la guerre, seule politique possible pour l'impérialisme mondial arrivé à sa phase de décadence finale.

Ce n'est pas la monstruosité des dirigeants d'une nation qui est mise en cause, mais la monstruosité d'un système social n'ayant plus d'autres ressources pour se maintenir que de préparer et de livrer les guerres les plus absurdes et d'aboutir à la destruction des richesses de l'humanité.

Les traits de l'impérialisme américain sont les traits de l'impérialisme contemporain dans son expression la plus puissante, la plus complète, la plus conséquente.

Pour que l'Europe occidentale se dégage de cette véritable entreprise de suicide, il ne faut pas moins qu'une révolution.

Dans l'état *social* actuel de choses, avec des Etats nationaux divisés et antagonistes reflétant les antagonismes entre les structures économiques particulières des pays européens, de développement inégal et non complémentaire, dépendant des U.S.A., et terrorisés par le spectre de la Révolution, il est absolument utopique et vain d'envisager la possibilité d'une *Europe capitaliste unie*.

Toute abolition des frontières économiques et nationales et la création d'un marché européen unique signifieraient un reclassement des industries et des entreprises agricoles selon la loi du pays économiquement plus fort et plus efficace. Il en résulterait un bouleversement hostile aux innombrables féodalités organisées à l'intérieur de chaque Etat actuel et qui ne subsistent que grâce à sa protection artificielle et sa complicité. Le reclassement social des millions d'hommes qui s'ensuivrait n'est pas un moindre autre aspect de ce problème.

D'autre part, la lutte pour la suprématie de telle ou telle économie nationale sur l'ensemble de l'économie européenne suivrait la même ligne du plus fort, et aucun des faibles n'est naturellement disposé à la subir.

Structurer un marché européen unique à partir des positions actuelles acquises par chaque industrie et chaque entreprise nationale qui ont été créées dans le développement historique concret du capitalisme européen, sur une base anarchique, antagoniste, inégale signifierait une transformation révolutionnaire que la bourgeoisie européenne n'a pas la force d'entreprendre.

---

(7) Les exportations américaines ne dépassent pas 10 % de la production totale du pays. (En réalité elles étaient de 4,9 % en 1946 et de 6,6 % en 1947). D'autre part, la moyenne du capital privé exporté entre 1946 et 1949 était à peine de 600 millions de dollars, soit le 1/5 de la moyenne annuelle de l'aide Marshall et le 1/25 du budget militaire jusqu'à 1949. (15 milliards de dollars.)